

**Déclaration de la Plate-forme syndicale de la Grande Région
à l'adresse de la Présidence du Sommet du
1^{er} février 2008**

La collaboration entre les syndicats de la Grande Région remonte à 1976 pour le Conseil syndical interrégional (CSI) Sarre-Lorraine-Luxembourg-Rhénanie-Palatinat (le premier des CSI dans toute l'Europe) et à 1987 pour l'Interrégionale syndicale des trois frontières (IRS). La Plate-forme syndicale de la Grande Région (PSGR) marque le début d'un renforcement de cette coopération transfrontalière. Il s'agit d'une structure intersyndicale qui a pour but d'oeuvrer en faveur d'un développement économique et social de la Grande Région, dans le progrès social et dans le respect des droits économiques, sociaux et politiques des travailleurs et des 11 millions d'habitants de la Grande Région.

Face à un accroissement inquiétant de la pauvreté et des situations précaires, la PSGR demande que les responsables politiques y réagissent par des actions concrètes.

Parmi les revendications des syndicats de la Grande Région figurent prioritairement les points suivants :

- une **coopération interinstitutionnelle** accrue afin de combattre l'augmentation des cas de dumping social et fiscal ;
- un **budget commun et autonome pour la Grande Région** et ses structures de travail ;
- un **développement plus soutenu de la Maison de la Grande Région** par le biais de :
 - a) la création d'un guichet unique pour les citoyens,
 - b) l'installation de bureaux avec un personnel adéquat pour les travaux des partenaires sociaux,
 - c) la pérennisation de l'hébergement du secrétariat permanent du Comité économique et social de la Grande Région (CESGR) ainsi que des autres structures de la Grande Région,
 - d) la gestion propre des budgets,
 - e) la création d'antennes de la Maison de la Grande Région dans les différentes régions ;
- une couverture financière durable de l'**Observatoire interrégional du marché de l'emploi (OIE)** ainsi que la mise en place de mesures permettant à l'OIE d'assurer le suivi des évolutions sociales et de l'emploi

dans la Grande Région et de jouer plus efficacement son rôle ;

- un échange de vue entre la PSGR et les responsables politiques de la Grande Région sur les analyses et les propositions d'actions qui figurent dans le « **Rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région** » établi par le CESGR en collaboration avec l'OIE. Ce rapport devra, au rythme des sommets, être adapté et actualisé d'une façon permanente par l'OIE ;
- la revalorisation des **services publics dans la Grande Région** et le développement d'une coopération plus étroite entre eux ;
- le **renforcement du réseau des médiateurs** créé en 2001 ainsi qu'un meilleur renseignement des citoyens de la Grande Région sur ce réseau qui leur offre, dans un contexte transfrontalier, la possibilité de mieux formuler des réclamations relatives à des erreurs administratives imputables aux institutions et organes d'une des entités de la Grande Région ;
- la recherche active et rapide de solutions (p.ex. mise en place d'un système tarifaire harmonisé et conception d'horaires attractifs) à la **problématique du transport en commun et des liaisons transfrontalières par route et par rail** dans la Grande Région, caractérisée par une mobilité extrêmement développée de ses travailleurs (principalement en direction du Grand-Duché) ;
- la nécessité pour les partenaires sociaux de se trouver face à un **interlocuteur politique mieux défini** ;
- l'engagement concret et ferme en faveur d'un **développement plus conséquent de la coopération interrégionale**, notamment au niveau de la santé, de l'éducation, de l'innovation et de la recherche ainsi que de la reconnaissance des diplômes interrégionaux.

L'avenir que les syndicats veulent pour la Grande Région, c'est le plein emploi de qualité, un revenu décent pour tous (actifs ou non-actifs) ainsi que l'accès à une protection sociale, aux services publics, au logement, à la formation et à la culture.

Pour ce dessein, la Grande Région a besoin d'institutions efficaces, mais aussi et surtout d'une vision politique globale. Après des années de réunions préparatoires, nous demandons des actions concrètes et rapides !

La Grande Région doit devenir le modèle d'une coopération transfrontalière qui tend vers un équilibre social de haute qualité au sein de l'Europe.